

# Entre djihad et intégration, on n'a plus le choix

■ La situation actuelle est l'occasion de constater un fondement commun à la lutte contre les extrémismes en écartant l'islam en tant que tel du banc des accusés. Mais cette lutte ne peut réussir que si les musulmans de nos pays, et surtout les plus jeunes, peuvent valoriser leur appartenance aux sociétés occidentales.

Les événements en Syrie/Iraq et l'abomination de Daesh, qui se prétend "Etat islamique", auront réussi deux choses paradoxales. Faire contre Daesh une quasi-unanimité des musulmans "normaux", équilibrés, réfléchissant, quelle que soit la forme d'islam à laquelle ils adhèrent. En sens inverse, attirer des milliers de non-Syriens, des pays arabes, des pays occidentaux, musulmans d'origine ou convertis (très jeunes pour la plupart) vers le "djihad" prétendument islamique et vers la mort.

Sur le plan stratégique, la conférence de Paris a montré une belle unanimité d'intentions et de condamnation, et un début d'engagement collectif militaire. Là n'est pas notre propos. Notre inquiétude, dictée par notre devoir citoyen d'œuvrer pour une société juste et inclusive, concerne d'abord ces jeunes qui s'enivrent d'une foi déviée et renient tous leurs attachements, familiaux, amicaux, nationaux pour partir devenir des "héros".

Il n'est plus à démontrer que le problème dit "musulman" en Belgique, comme en France et ailleurs en Europe, n'est pas un problème religieux, mais un problème social. Les deuxième ou troisième générations sont les premières victimes de la crise économique (parents au chômage, sous-investissement dans l'enseignement qualifiant), du rejet structurel par nos sociétés des descendants des "soutiers de l'Europe" importés quand on en avait eu besoin (d'où les "quartiers" ou banlieues "pourries", les écoles dépotoirs). Comble du comble, nombreux sont malgré tout ceux qui échappent à cet engrenage

de mise hors société, qui font un long bout de chemin avec les valeurs et les opportunités de la République en France, de la société démocratique et

sociale en Belgique, mais qui se verront fermer les portes des emplois auxquels ils aspirent à cause de leur prénom ou patronyme "pas de chez nous".

Malgré les lois et les grands principes, on sévit très rarement contre le racisme ordinaire. La littérature autorisée (rapports du Centre pour l'égalité des chances en Belgique, du Service de protection de la jeunesse en France et de nombreuses ONG ou ASBL d'intervention sur le terrain) donne toutes les données, esquisse des solutions à moyen et long terme et des interventions rapides de terrain. Oui, il se fait des choses. Mais si peu à l'aune du problème.

Aujourd'hui, il est inutile de lancer un énième processus de réflexion ou d'"assises". Il fallait, il faut poser des actes, créer des passerelles sociales, accompagner la jeunesse dans ses doutes et codéfinir des perspectives de vie.

C'est donc un échec de toute notre société que quelques centaines de jeunes Belges soient partis combattre en Syrie, y meurent, ou, quand ils reviennent, se retrouvent traités comme des criminels (à juste titre pour certains, mais si injustement pour les suiveurs, les déçus/exclus de notre société qui, de leur IPPJ ou de leur prison, risquent d'entrer dans le cycle sans fin de la criminalité ou du djihad "at home"). Je lance un appel à ce que des structures ad hoc de traitement de ces cas soient mises en place pour d'abord comprendre et ensuite porter un jugement et trouver un mécanisme de réinsertion

dans la société. Encore faut-il que notre société leur dessine un horizon où ils puissent trouver leurs perspectives.

Les mesures de répression qui sont à l'ordre du jour sont justifiées quand elles visent les recruteurs, les encadreurs et les assassins. Mais mettre tous les jeunes survivants de retour

au pays dans ces catégories de retour serait une injustice et une erreur. D'autant plus que nous avons – à cause du djihadisme monstrueux et de la réaction de l'immense majorité des musulmans, de leurs associations, des mosquées et des organismes représentatifs – une fenêtre d'opportunité pour constater un fondement commun à la lutte contre les extrémismes en écartant une fois pour toutes l'islam en tant que tel du banc des accusés.

Cette lutte ne peut réussir que si les musulmans de nos pays, et surtout les plus jeunes, peuvent valoriser leur appartenance aux sociétés occidentales qui devraient leur donner (plus qu'aujourd'hui) les outils d'une vie personnelle, familiale et citoyenne décente. Osons donc prononcer le mot d'intégration, n'en déplaise aux thuriféraires du multi-culti en devenir permanent et à la synthèse imprécise.

Il faut accompagner la phase d'"identités parallèles", plus ou moins mythifiées, dont Amin Maalouf, dans son livre prémonitoire de 1998 nous disait qu'elles peuvent être meurtrières. Certes, la gestion des différences doit se faire avec des efforts des deux côtés, mais l'identité du monde des droits de l'homme, des droits sociaux, de l'égalité des sexes ne peut être remise en question.

Combien de fois, dans des débats publics où certains orateurs voulaient promouvoir les différences, les cultures d'origine, tout ce qui distingue, n'ai-je entendu des interventions de femmes originaires de pays musulmans rappeler qu'elles étaient venues en Occident pour ses valeurs, et non pour y retrouver celles qui les avaient opprimées. Combien de fois des musulmans, trop timides pour intervenir, sont venus me féliciter d'avoir dit les mots qu'ils portaient en eux. Mais bien sûr, il ne s'agit pas de donner un satisfecit au racisme ordinaire qui

continue à prévaloir, et à un sentiment de supériorité de la civilisation judéo-chrétienne, alors que nos valeurs citoyennes d'aujourd'hui ont dû lutter contre le cléralisme et la confusion des pouvoirs.

Ne décevons pas toutes ces voix musulmanes qui, enfin sorties de leur timidité innée, ont clamé leur refus au nom des valeurs de l'islam des agressions prétendument islamiques, et proclamé l'acceptation de l'autre, de ses convictions et de ses libertés.

Disons comme Amin Maalouf: *"Je rêve d'un monde où le besoin de spiritualité serait dissocié du besoin d'appartenance... Séparer l'Eglise de l'Etat ne suffit plus: tout aussi important serait de séparer le religieux de l'identi-*

*taire"*. Disons avec Tareq Oubrou, imam de Bordeaux: *"Mon espoir, c'est de voir les musulmans se sentir complètement européens... et ce, sans renoncer à leur spiritualité, à condition que leur religiosité s'acculture et s'occidentalise"*. Et travaillons contre l'ignorance si bien partagée qui fait de l'islam une religion exogène, alors que pendant ses premiers siècles il a été porteur des valeurs révolutionnaires du monothéisme méditerranéen et de la philosophie grecque, bien avant "notre" Renaissance.

Il peut donc y avoir une fierté d'être musulman en Occident. C'est là la voie d'une intégration respectueuse qui rendrait un jour la répression inutile.

→ (1) Auteur de *"L'Islam au cœur de nos villes"*, éd. Couleur livres, Prix du livre politique 2012.

**C'est donc un échec de toute notre société que quelques centaines de jeunes Belges soient partis combattre en Syrie, y meurent, ou, quand ils reviennent, se retrouvent traités comme des criminels.**

**JEAN-MICHEL CORRE**  
Politologue<sup>(1)</sup>